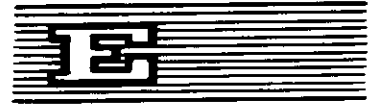


50/68



NATIONS UNIES
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Distr.
GENERALE
E/ECA/CM.11/7/Summary
25 janvier 1985
FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Sixième réunion du Comité technique
préparatoire plénier

Arusha (République-Unie de Tanzanie),
15-22 avril 1985

Point 9 de l'ordre du jour provisoire*

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Vingtième session de la Commission
et onzième réunion de la Conférence
des ministres

Arusha (République-Unie de Tanzanie),
25-29 avril 1985

Point 11 de l'ordre du jour provisoire*

RAPPORT INTERIMAIRE SUR LA DECENNIE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL DE
L'AFRIQUE

* E/ECA/TPCW.6/1/Rev.1.
E/ECA/CM.11/1/Rev.1.

Introduction

1. Le présent rapport a été conjointement établi et est présenté par les secrétariats de la CEA, de l'OUA et de l'ONUDI. Il comporte un état récapitulatif des activités menées par les trois secrétariats conformément aux priorités du programme de la Décennie, et ce, dans le cadre du Plan d'action de Lagos. Les trois secrétariats se sont dotés d'un Comité mixte afin de promouvoir la coopération entre leurs organisations respectives et avec les autres organismes internationaux et régionaux.

Coopération intersecrétariats

2. Au début de 1984, les activités menées conjointement par les trois secrétariats ont été marquées par l'organisation de la septième Conférence des ministres africains de l'industrie et de la réunion intergouvernementale du Comité plénier d'experts et la formulation de propositions en vue de l'adoption d'une position africaine commune lors de la quatrième Conférence générale de l'ONUDI.

3. Une attention particulière a été également accordée au suivi des quatre réunions sous-régionales sur la promotion de la coopération industrielle intra-africaine et à la mise au point d'un programme pour le lancement de projets multinationaux. Tout au long de 1984, les activités menées au niveau sous-régional se sont poursuivies, le but étant de préciser le contenu de ces programmes. Une assistance a été fournie aux principales organisations intergouvernementales des différentes sous-régions et des études portant sur certains projets et les modalités de leur exécution ont été établies et communiquées aux pays intéressés pour suite à donner.

4. Un programme concernant l'assistance à accorder aux pays africains a été présenté à la quatrième Conférence générale de l'ONUDI au cours de laquelle il a été également proposé de mettre en oeuvre le programme financé à partir du montant de 1 million de dollars alloué par l'Assemblée générale de l'ONUDI par imputation aux économies réalisées au titre du budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies. Il est également prévu d'utiliser d'autres crédits mis à la disposition des secrétariats de la CEA et de l'ONUDI par l'Assemblée générale, à sa trente-neuvième session. Les crédits alloués à la CEA doivent lui permettre, ainsi qu'à ses MULPOC, d'assister les Etats membres, au niveau sous-régional, en matière de consultations, de négociations et de promotion des investissements pour le financement des projets multinationaux. A cet égard, le programme de travail annuel de l'OUA mettra l'accent sur les activités à entreprendre dans le cadre de la Décennie.

Programmes sous-sectoriels

5. Les secrétariats de la CEA et de l'ONUDI ont, séparément ou conjointement, entrepris des activités pour aider les Etats membres dans l'exécution de certains projets ayant trait aux différents sous-secteurs industriels. A cet égard, l'accent

a été mis sur la nécessité de se conformer aux priorités définies dans le programme de la Décennie, notamment pour ce qui est au renforcement ou, le cas échéant, de la création d'industries motrices aux niveaux national et sous-régional. Il s'agit notamment des agro-industries (industries alimentaires, cuirs et produits à base de cuir, textiles), de l'industrie forestière (transformation du bois), des industries du bâtiment et des matériaux de construction, de l'industrie chimique (produits pharmaceutiques et engrais), de l'industrie métallurgique et de l'industrie mécanique. Un répertoire de profils de projet concernant les possibilités de promouvoir la petite industrie a été revu et élargi pour englober de nouveaux secteurs.

Facteurs de production

6. L'ONUDI et la CEA ont mené des activités portant sur la mise en valeur des ressources en énergie, notamment l'utilisation de sources d'énergie nouvelles et renouvelables dans certains pays africains. L'assistance en matière de ressources minérales et autres facteurs de production industrielle a porté sur un grand nombre de domaines.
7. La CEA, l'OUA, l'ONUDI, le Centre des Nations Unies pour la science et la technique au service du développement et le Système de financement des Nations Unies pour la science et la technique au service du développement ont conjointement organisé une réunion sur l'identification des technologies nouvelles et leurs éventuelles applications en vue de la mise en oeuvre du programme de la Décennie. Une attention particulière a été accordée à la formation et au perfectionnement de la main-d'oeuvre et de cadres de direction dans la région. A cet égard, il a été organisé un certain nombre de programmes de formation très poussée dans un grand nombre de domaines allant de la gestion des petites entreprises, aux techniques bancaires au service du développement, en passant par le contrôle de la qualité. De même, il a été organisé des programmes de formation à l'intention des femmes travaillant dans les entreprises et des études dans ce domaine ont été réalisées.
8. Les activités de coopération technique complémentaire en matière de gestion d'entreprises industrielles se sont poursuivies. A cet égard, l'expérience acquise par les secteurs privé et public de certains pays pourra être mise à profit par d'autres pays de la région, et les stages de formation organisés par des instituts tel que l'IDEP seront appelés à jouer un rôle de plus en plus important.
9. En matière de planification industrielle, les secrétariats ont défini des principes directeurs et des critères et ont fourni une assistance aux pays intéressés pour leur permettre de jeter les bases d'un secteur industriel solide et intégré, susceptible de contribuer à la réalisation d'un développement économique rapide et autonome. A cet égard, l'accent a été mis sur la nécessité de promouvoir la coopération industrielle afin de surmonter les obstacles que posent la modestie des moyens et l'exiguïté des marchés.
10. En matière de promotion de l'investissement, l'année a été marquée par de nombreuses activités dont l'organisation de pas moins de trois réunions. Par ailleurs, des consultations sur l'exécution de projets ayant trait à la Décennie ont été tenues

avec la Banque africaine de développement, et un projet d'accord relatif à la gestion du Fonds africain de développement industriel (FADI) a été mis au point et sera présenté pour approbation au Conseil des gouverneurs de la BAD et à celui du FADI.

11. Outre l'assistance technique fournie en matière d'élaboration de projets, une attention particulière a été également accordée au perfectionnement de la main-d'oeuvre locale en matière d'application de nouvelles méthodes d'identification, d'élaboration et d'évaluation de projets. Des mesures ont été également prises en vue de contribuer à la rationalisation de certaines organisations intergouvernementales telles que la Zone d'échanges préférentiels des Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (ZEP), la Communauté économique des pays des Grands Lacs (CEPGL), l'Union douanière économique de l'Afrique centrale et la Fédération africaine des chambres de commerce.

12. Au cours de la période considérée, des publications ont été réalisées et il a été procédé à d'importantes activités promotionnelles visant à populariser le programme de la Décennie. Ces activités vont de la publication de suppléments spéciaux, à l'organisation d'ateliers destinés à des groupes-cibles bien déterminés, au tournage de films. En outre, il a été réalisé, dans le cadre de la Décennie, des travaux de recherche sur les politiques industrielles : il s'agit notamment de la réalisation d'une nouvelle série statistique, d'études sur le développement fondé sur l'exploitation des ressources locales dans certains pays africains et d'un certain nombre d'études portant sur le développement industriel.

13. Dans le cadre des activités visant à promouvoir la coopération économique entre pays en développement, les secrétariats ont cherché à obtenir la collaboration d'autres institutions et organismes en vue de l'exécution des projets inscrits au programme de la Décennie. Outre la collaboration avec certains organismes des Nations Unies tels que la FAO, l'OIT, la CNUCED, le Bureau du coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe, le PNUE, l'OMS et la Banque mondiale, les secrétariats envisagent de mener des activités conjointes avec l'Organisation arabe pour le développement industriel, l'Institut supérieur africain de formation et de recherche techniques, le Centre régional africain de conception et de fabrication techniques, l'Organisation de la Conférence islamique et le Secrétariat du Commonwealth.

14. Il faut noter qu'en dépit du grand nombre de projets prévus dans le cadre du programme de la Décennie et en dépit des mécanismes mis en place pour financer ces projets, les ressources obtenues par les secrétariats au titre de l'assistance aux Etats membres ont été en-deçà des besoins de la région.